**Aurélien Rolaz, viticulteur, Vaud**

*(La version orale fait foi)*

Concernant les conséquences sur la viticulture, si le oui l’emporte, certaines régions seront plus impactées que d’autres.

En effet, dans les vignobles en terrasse et à forte pente, l’interdiction des herbicides poserait un problème dans ces exploitations. Par exemple, le fait de désherber à la main ces parcelles augmenterait d’un tiers le prix de production de ces vignes.

Les vignerons suisses subissent déjà une forte concurrence par rapport aux vins étrangers. La surface viticole suisse ne pourrait même pas couvrir la demande en vin de notre pays mais le constat est là….

Les deux tiers de la consommation en vin de notre pays sont issus de l’étranger….

Pourquoi ? En grande partie due au prix ; la main d’œuvre à l’étranger coûte bien moins chère que dans notre pays. Dire oui à ces initiatives, c’est tout simplement augmenter le prix du vin et accentuer l’importation de vin.

Des grands domaines à l’étranger pourront s’adapter aux nouvelles normes imposées par la Suisse et plus rapidement s’ils sont mécanisables. Si bien sûr on part du principe qu’on peut contrôler la mise en place de ces normes, là où j'émets quelques doutes.

Concernant la manière de travailler actuelle, la majorité des vignerons travaillent déjà avec des produits dit bio (cuivre, soufre) et lors des bonnes années, comme 2018, cela suffit et l'usage d'autres produits de synthèse est réduit.

Cependant, certaines années, par exemple en 2016 ou même cette année, nous subissons de fortes précipitations ce qui engendrent un lessivage accentué de ces produits et une utilisation plus régulière afin de contrer cet effet.

Le fait d’utiliser un produit dit pénétrant, qui va rentrer dans la plante peut nous faire économiser 3 à 4 traitements donc de limité l’impact carbone de l’exploitation créer par l'utilisation répétée du tracteur.

Nous avons aussi des traitements obligatoires car nous avons actuellement une augmentation de la flavescence dorée. Que l’on soit bio ou pas, les zones définies à risque doivent être traitées pour limiter la propagation de cette maladie, donc il arrive parfois que ces produits soient indispensable dans notre métier.

Avec le réchauffement du climat et la mondialisation, de nouveaux ravageurs et maladies font leur apparition dans nos régions. Nos variétés n’ont pas été sélectionnées pour leur résister. Avec l’acceptation des initiatives, nous n’avons plus de moyens de lutte à court terme, avant de pouvoir développer des solutions à plus long terme